

ACTION URGENTE

THAÏLANDE. LES AUTORITÉS BLOQUENT UNE MARCHÉ ET INCULPENT DES PARTICIPANTS

Seize personnes ont été arrêtées au cours d'une marche organisée pour remettre au Premier ministre thaïlandais une pétition demandant l'abandon d'un projet de centrale électrique au charbon. Elles risquent de faire l'objet de procédures pénales. Les arrestations ont eu lieu après que les forces de sécurité ont barré la route aux manifestants, ce qui a conduit à un affrontement entre les deux groupes et à des blessures mineures.

Le 24 novembre, des villageois, des dirigeants locaux et des militants écologistes ont entamé une marche depuis l'emplacement envisagé pour la construction d'une centrale électrique au charbon, dans le district de Thepha (province de Songkhla), en direction du lieu où devait se tenir une réunion du Conseil des ministres thaïlandais, dans le district de Muang (province de Songkhla). Ce groupe avait l'intention de remettre au Premier ministre Prayut Chan-O-Cha une pétition exprimant son opposition à la construction de la centrale électrique. Selon des représentants du gouvernement, les autorités avaient pris des dispositions pour que le groupe rencontre un autre fonctionnaire du cabinet du Premier ministre, mais le groupe tenait à tenter de remettre la pétition au Premier ministre en mains propres.

Dans l'après-midi du 27 novembre, des policiers et des militaires en tenue antiémeute ont bloqué la progression du groupe, qui réunissait alors une centaine de personnes, alors qu'il approchait du lieu de la réunion du Conseil des ministres. Une échauffourée a ensuite éclaté entre forces de sécurité et manifestants. Des blessures mineures ont été signalées des deux côtés. Les policiers ont arrêté 16 manifestants et les ont emmenés au poste de police du district de Muang. Ces personnes ont ensuite été inculpées d'obstruction de voie publique et d'usage de la violence contre des policiers.

Le 28 novembre, le tribunal provincial de Songkhla a fixé à 90 000 bahts (2 800 dollars des États-Unis) le montant de la caution pour 15 de ces personnes et a ordonné leur placement en détention dans les locaux de la police. L'autre personne, âgée de 16 ans, a été libérée le jour même en contrepartie d'une caution de 5 000 baht (150 dollars). Le 29 novembre, les 15 autres manifestants ont été libérés, des universitaires s'étant portés garants pour leur compte. Le 30 novembre, des hauts responsables de la police ont déclaré qu'ils rédigeaient des mandats d'arrêt contre 20 autres personnes qui avaient pris part à la marche. D'autres mandats d'arrêt pourraient être décernés au cours des semaines à venir.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais, en thaï ou dans votre propre langue :

- demandez instamment aux autorités d'abandonner toutes les charges pesant sur les participants à la marche du 27 novembre qui ont été retenues à leur encontre uniquement parce qu'ils ont exercé, pourtant pacifiquement, leurs droits fondamentaux à la liberté d'expression et de réunion pacifique ;
- appelez le gouvernement à affirmer publiquement les droits à la liberté d'expression et de réunion pacifique et à prendre des mesures pour assurer la sécurité physique des personnes qui cherchent à exercer ces droits.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 15 JANVIER 2018 À :

Premier ministre
Prayut Chan-O-Cha
Government House
Phitsanulok road
Bangkok 10300, Thaïlande
Fax : + 66 2282 5131
Courriel : prforeign@gmail.com
Formule d'appel : Dear Prime Minister, /
Monsieur le Premier ministre,

Chef de la police royale de Thaïlande
Pol. Gen Chakthip Chaijinda
Royal Thai Police Headquarters
Rama 1 Road
Pathum Wan
Bangkok, 10330
Thaïlande
Fax : +66 2251 4739
Formule d'appel :
Monsieur le Commissaire général

Copies à :
Ministre de la Justice
Prajin Jantong
Ministry of Justice
Government Centre Building A
120 Moo 3
Chaengwattana Road,
Bangkok 10210, Thaïlande
Fax : +66 2953 0503
Formule d'appel : Dear Minister, /
Monsieur le Ministre,

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques de la Thaïlande dans votre pays. Insérez les adresses ci-dessous :

Name, Address 1, Address 2, Address 3, Fax numberEmail addressSalutation .

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



ACTION URGENTE

THAÏLANDE. LES AUTORITÉS BLOQUENT UNE MARCHÉ ET INCULPENT DES PARTICIPANTS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Les projets de l'Autorité thaïlandaise de production de l'électricité (une entreprise publique relevant du Ministère de l'énergie) visant à construire des centrales à charbon dans la province de Songkhla et dans d'autres provinces du sud sont contestés par la population locale et par des militants écologistes, préoccupés par les risques de répercussions négatives sur la santé, les moyens de subsistance et l'environnement. Les habitants du voisinage et les militants opposés à la construction de l'usine dans le district de Thepha, dans la province de Songkhla, disent qu'ils ont eu un accès limité aux autorités gouvernementales et que l'armée les empêche d'assister aux audiences publiques consacrées au projet. En juillet 2015, des militaires ont empêché des groupes opposés au projet de se rassembler devant le lieu où se tenaient les audiences publiques. Une étude sur l'impact de l'usine sur l'environnement et la santé a été achevée et devrait être examinée par les autorités compétentes, dont le Conseil national de l'environnement.

Les jours qui ont suivi les arrestations dans la province de Songkhla, des membres de la Commission nationale des droits humains de Thaïlande et le Haut Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme ont demandé la libération des personnes placées en détention et l'abandon de toutes les charges retenues contre elles.

Depuis son arrivée au pouvoir à la faveur d'un coup d'État militaire en mai 2014, le Conseil national pour la paix et l'ordre (CNPO) a fortement restreint le droit à la liberté de réunion. Entre autres actions, le CNPO a strictement appliqué l'interdiction d'organiser des « rassemblements politiques » de cinq personnes ou plus et a adopté la Loi relative aux réunions publiques, très restrictive. Les autorités ont déclaré que la marche dans la province de Songkhla était illégale au titre de la Loi relative aux réunions publiques, après avoir refusé d'autoriser cette manifestation.

Les opposants aux grands projets de centrales électriques alimentées au charbon craignent que les ordonnances émises par le gouvernement militaire au pouvoir ne facilitent la mise en œuvre de tels projets sans consultation adéquate des collectivités locales. Le Premier ministre a fait usage des pouvoirs étendus que lui confère l'article 44 de la Constitution provisoire pour émettre les ordonnances n° 4/2016 et 9/2016 du président du CNPO, qui soustraient les projets de développement à la réglementation relative à l'urbanisme et à l'environnement, et pour modifier la législation sur l'environnement afin de contourner le contrôle de certaines activités.

Les militants locaux qui s'opposent aux projets d'infrastructure et de développement en Thaïlande font l'objet de menaces, de violences et de harcèlement judiciaire, prenant notamment la forme de poursuites pénales pour diffamation.

Nom : groupe de personnes
Hommes et femmes